Commémoration du génocide des Arméniens : « Cent ans après, les Arméniens n'oublient pas »

*Herdenking van de armeense genocide: 'honderd jaar later zijn de armeniërs
niets vergeten'*

Bernard Coulie

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/4683>

DOI : 10.4000/temoigner.4683

ISSN : 2506-6390

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 2 mai 2016

Pagination : 166-170

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Bernard Coulie, « Commémoration du génocide des Arméniens : « Cent ans après, les Arméniens n'oublient pas » », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 122 | 2016, mis en ligne le 30 septembre 2021, consulté le 04 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/4683> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.4683>

Arménie

COMMÉMORATION DU GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS « CENT ANS APRÈS, LES ARMÉNIENS N'OUBLIENT PAS » ¹

La commémoration du centenaire
du génocide des Arméniens est bien
placée sous le thème de la mémoire.

Mais de quelle mémoire :
celle de la politique ou celle de l'histoire ?

En 1915-1916, durant la Première Guerre mondiale, le gouvernement des Jeunes Turcs au pouvoir dans l'Empire ottoman procède à l'élimination systématique de la population arménienne de son territoire. Le chiffre d'un million et demi de victimes est retenu aujourd'hui, auxquelles s'ajoutent des dizaines de milliers de victimes assyriennes ainsi que des Grecs de la région du Pont, deux autres communautés chrétiennes exterminées par la même occasion². Lorsque le terme de génocide est forgé, en 1943, il est immédiatement appliqué au massacre des Arméniens. Il est d'ailleurs bien connu que Raphael Lemkin s'est inspiré des événements de 1915-1916 pour créer le terme et le concept de génocide qu'il voulait voir appliqué aux

Juifs victimes de la Shoah. Depuis lors, les Arméniens n'ont eu de cesse de demander que ce concept soit appliqué à leur cas, en particulier par la République de Turquie dans laquelle ils voient le successeur du gouvernement Jeune Turc du début du XX^e siècle. C'est dire si le centenaire des événements de 1915 était attendu avec impatience.

En quoi consistait cette attente ? Elle était triple. Il s'agissait, d'abord, de profiter de la commémoration du centenaire pour bénéficier d'une audience médiatique internationale, pour conscientiser les publics et, dans la foulée, amener certains pays à reconnaître officiellement le génocide des Arméniens. La deuxième attente, espoir peut-être plus secret, mais aussi plus profond, portait sur la Turquie : allait-elle poser le geste tant attendu en portant un regard critique sur son propre passé ? Enfin, le souhait était aussi de rassembler tous les Arméniens, ceux de la République d'Arménie et ceux de la diaspora, dans une démarche commune. Dans le cadre des préparatifs de la commémoration, une déclai-

(1) Titre du dossier de *La Libre Belgique*, 23 avril 2015.

(2) Sur le génocide des Arméniens, voir par exemple : Gérard Chaliand et Yves Ternon, *Le génocide des Arméniens*, Bruxelles, Complexe, 1984. Il est à noter que 2015 a vu la publication de nombreux nouveaux ouvrages sur le génocide.

– Messe de canonisation des victimes du génocide de 1915, Etchmiadzin (Arménie), 23 avril 2015

ration panarménienne a ainsi été rédigée et approuvée en janvier 2015³. Elle exprime clairement les attentes arméniennes vis-à-vis de la communauté internationale et de la Turquie en particulier.

La Belgique, comme bien d'autres pays, avait ainsi son rôle à jouer : comme pays devant encore reconnaître officiellement le génocide, et comme pays abritant une importante communauté arménienne. Deux dimensions peuvent ainsi être distinguées, tout en étant étroitement liées entre elles : d'une part, la couverture médiatique de la commémoration en Belgique et les prises de position politiques à ce sujet ; d'autre part, les activités déployées par la communauté arménienne de Belgique autour de la commémoration du centenaire.

Même s'il a fallu attendre la fin du mois d'avril (la commémoration officielle du génocide se déroule le 24 avril)⁴, force est de reconnaître que les médias

ont assuré une couverture importante à l'événement. Paradoxalement, il a été très peu question de ce qui se passait en Belgique, la priorité étant donnée à la présentation historique et aux enjeux géopolitiques actuels. Les rappels historiques ont tous insisté à la fois sur l'ampleur des massacres et sur la non-reconnaissance par la Turquie du génocide, comme s'il s'agissait là des deux faces d'une même monnaie. C'était évidemment le sens de la déclaration panarménienne de janvier 2015, qui avait particulièrement ciblé l'attitude turque. Il n'est pas inutile de rappeler que la frontière entre la Turquie et la République d'Arménie est fermée

(3) Texte français : http://www.mfa.am/fr/interviews/item/2015/01/29/pan_arm_dec_armgen/

(4) Le 24 avril 1915 est la date anniversaire de l'arrestation de 650 notables et intellectuels arméniens à Constantinople, événement considéré comme marquant le coup d'envoi du génocide.

... depuis plusieurs dizaines d'années, empêchant tout transit de personnes et de marchandises et hypothéquant lourdement le développement économique de l'Arménie. De la part des Arméniens, et en particulier de la République d'Arménie, demander la reconnaissance du génocide par la Turquie ne constitue pas seulement une revendication morale et historique : il s'agit aussi de normaliser les relations entre les deux pays, ce dont l'économie arménienne a un besoin pressant. De la part de médias belges, cependant, l'insistance sur la non-reconnaissance du génocide par la Turquie ne relève pas de la même logique. Ne cache-t-elle pas autre chose ? Ne faut-il pas y voir aussi l'expression d'une crainte latente quant à une éventuelle (et de plus en plus probable) adhésion de la Turquie à l'Union européenne ? Au sujet de la présence du président russe aux cérémonies du 24 avril 2015 à Erevan, Boris Toumanof titrait, dans *La Libre Belgique* du 22 avril, « Poutine pris entre les feux arménien et turc » ; le dossier du journal *Le Soir* du 23 avril mentionne le refus de la Turquie « d'évoquer le mot "génocide", parlant plutôt de "massacre", de "malheur". » Il n'est pas un article, une émission de radio ou de télévision consacrée au génocide des Arméniens qui n'ait pas abordé le sujet de la non-reconnaissance de celui-ci par la Turquie, comme si celle-ci était le seul pays concerné par cette attitude. Bien d'autres pays n'avaient pas encore et n'ont toujours pas reconnu ce génocide, à commencer par les États-Unis, mais de ceux-là il a été beaucoup moins question. La Turquie est ainsi devenue un filtre, sinon le filtre, à travers lequel la Belgique perçoit le génocide des Arméniens. C'est bien là le propre des politiques mémorielles, de considérer les événements du passé à travers le prisme d'événements plus récents, voire contemporains ; après tout, l'Histoire, ce n'est pas le passé, ce n'est que ce qui en est connu et la manière dont il est raconté, cette manière en disant souvent davantage sur le narrateur que sur le passé lui-même.

En Belgique, le rappel du génocide a rapidement soulevé la question de la reconnaissance. Le Sénat avait déjà adopté une motion en ce sens en 1998, mais une position officielle du gouvernement ou du parlement se faisait encore désirer, les responsables politiques s'en remettant à d'hypothétiques décisions de tribunaux nationaux ou internationaux, et les positions étaient

manifestement divergentes et frileuses, l'un n'empêchant pas l'autre. Le dossier publié dans *La Libre Belgique* du 23 avril était éloquent. Éloquente aussi la palinodie autour de la minute de silence à observer au Parlement bruxellois : pour éviter à certains députés de devoir prendre position, le décès en mer de centaines de migrants est invoqué pour détourner l'attention. *La Libre* du 23 avril titrait : « Le PS fait plier le Parlement bruxellois. L'Assemblée n'observera pas une minute de silence qui générerait visiblement certains députés. » La politique intérieure de la Belgique vient ainsi polluer le dossier de la reconnaissance du génocide.

Si la Belgique était représentée aux cérémonies du centenaire à Erevan par un vice-président du Sénat, eu égard à la motion de 1998, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères n'est arrivé dans la capitale arménienne que deux jours après les cérémonies, et encore n'était-ce qu'en tant que président du Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Courage, fuyons !

Pourtant, et c'est bien là le bénéfice de l'année du centenaire, les éléments sont présents dans les débats publics et la médiatisation de la commémoration ne permet plus aux responsables politiques de demeurer dans un statu quo silencieux. C'est d'abord au sein du PS francophone que la mise au point s'est faite : « Génocide arménien : Di Rupo remet les pendules à l'heure en interne », écrit *La Libre* le 28 avril, et un article du 30 avril explique que les Pères fondateurs du parti reconnaissaient le génocide, mais que « la chasse aux votes de la communauté turque a modifié la donne. » « Hypocrisie coupable », titre l'éditorial de Béatrice Delvaux dans *Le Soir* du 2 mai. Et l'absence de toute sanction contre le bourgmestre de Saint-Josse, Emir Kir, lui donnera raison dans les jours suivants. Elle renchérit avec un nouvel éditorial le 30 mai : « Génocide arménien : les partis, seuls, ont joué avec le feu. » Vient ensuite le cas Mahinur Ozdemir, cette députée du CDH exclue du parti par le président pour négationnisme. Décision courageuse, mais sans doute pas totalement dénuée de calcul politique : « Le CDH plus ferme que le PS » écrit *La Libre* du 30 mai. La communauté turque au cœur du débat sur la reconnaissance du génocide : paradoxe ou perfidie ? La question s'internationalise lorsque plusieurs respon-

sables politiques accusent la Turquie de manipuler en sous-main la communauté turque de Belgique, voire la classe politique elle-même : « Comment le pouvoir turc met la pression sur les autorités belges » affirme *La Libre* du 3 juin.

La reconnaissance du génocide des Arméniens par la Belgique est ainsi devenue, en l'espace de quelques semaines, le révélateur de maux profondément enracinés dans la société belge : le communautarisme, la chasse aux votes, les concurrences entre partis politiques, les pressions extérieures. Plus les jours pas-

saient, moins il était question d'histoire et de justice, et plus il était question de politique et de rivalités internes. Politique mémorielle, vraiment ?

Le moment semblait venu de siffler la fin de la récréation. Dans une interview donnée à la télévision RTBF le 20 mai, le Premier ministre reconnaissait le génocide des Arméniens. Il récidivait avec force dans une intervention à la Chambre le 18 juin, un appel en quelque sorte. Un texte était en préparation. Il est voté sous forme de proposition de résolution en Commission des Relations extérieures de la Chambre

— Mémorial du génocide, Erevan, 24 avril 2015

●●● le 7 juillet, puis en séance plénière de la Chambre le 23 juillet. Là encore, divergences et pressions. Divergences : l'opposition juge la motion insuffisante, mais ne recale pas le texte, voté à l'unanimité moins huit abstentions. Pressions : « Lobbying arménien et turc auprès du monde politique. La reconnaissance du génocide arménien a donné lieu à des pressions diplomatiques » écrit *La Libre* du 8 juillet.

La reconnaissance du génocide des Arméniens par la Belgique s'est ainsi transformée, de question historique, en question politique. Lors d'un débat télévisé dominical du 7 juin 2015, le président du Comité des Arméniens de Belgique concluait l'émission en utilisant l'image des poupées russes : il expliquait comment la question de la reconnaissance du génocide s'était chargée de toute une série d'autres questions, plus politiques les unes que les autres et dans lesquelles les Arméniens eux-mêmes n'avaient aucune place. Il demandait d'en revenir au génocide et à sa reconnaissance au nom de l'histoire et de la justice due à un peuple. C'était une parole de sagesse.

Lorsque le texte voté par la Chambre permettait à la majorité en place de clairoonner que la Belgique avait enfin reconnu le génocide, les Arméniens ont bien dû constater qu'ils n'avaient pas été écoutés. Le 24 juillet, de jeunes Arméniens de Belgique publient une carte blanche dans *La Libre* expliquant que « la résolution qui a été votée hier soir commémore le génocide arménien, mais refuse de clarifier sa reconnaissance. Un texte ambigu et truffé d'amalgames : totalement indéfendable ! » Dès le 9 juillet, les communautés arménienne et arméenne de Belgique s'étaient désolidarisées du texte de la Chambre. L'argument principal portait sur le paragraphe 2 de la résolution, demandant au gouvernement fédéral « de reconnaître que la Turquie actuelle ne saurait être tenue pour responsable historiquement et moralement du drame vécu par les Arméniens de l'Empire ottoman. » Pour les deux communautés, au contraire, la Turquie actuelle, par son refus de reconnaître le génocide, s'inscrit dans la droite ligne du gouvernement qui l'a commis. La Turquie au centre des débats sur la reconnaissance du génocide des Arméniens en Belgique, encore.

Loin de ces discussions politiques, les Arméniens de Belgique, à l'instar de ce qui s'est fait dans les autres

communautés de la diaspora arménienne, ont déployé un nombre impressionnant d'activités durant cette année du centenaire : conférences, colloques, expositions, publications, concerts, spectacles, diffusions de films, et cela dans de nombreuses villes de Belgique. Si certains événements, tels les colloques par exemple, étaient en lien direct avec le génocide et avaient souvent celui-ci pour objet principal, de nombreuses manifestations étaient davantage culturelles ou artistiques. Pour ne citer qu'un exemple, mais combien emblématique, il faut mentionner l'exposition « Sarkis avec Paradjanov » (Fondation Boghossian, Villa Empain, 24 septembre 2015 – 24 janvier 2016). Deux artistes arméniens majeurs du XX^e siècle : le premier est né à Istanbul avant de s'installer à Paris et le second fut emprisonné dans les geôles soviétiques.

Les films du réalisateur canadien d'origine arménienne, Atom Egoyan, ont été diffusés dans différentes villes durant cette année 2015. À propos du film « Ararat », Marie-Aude Baronian déclarait, dans *La Libre* du 24 avril, en réponse à la question de savoir si le génocide des Arméniens constitue le vide originel de l'œuvre d'Egoyan :

Ce vide originel est le propre des Arméniens. Qu'on le veuille ou non, on ne peut parler du peuple arménien sans parler du génocide. On a envie de leur dire : c'était il y a cent ans, il est temps de passer à autre chose. Comme on pourrait dire aux Turcs : reconnaissez-le et passez à autre chose. Mais même cette reconnaissance ne constituerait pas une garantie d'un deuil apaisé. Il se situe là, le tragique du génocide, on n'en sort jamais. Car il est originel, il sera toujours constitutif de ce qu'on est.

L'important était, pour les Arméniens, de placer l'ensemble des activités sous le signe de la commémoration, de montrer que l'âme arménienne est toujours vivante, que ni le génocide ni sa négation ne pourront jamais la faire taire. Loin de la politique mémorielle, les Arméniens de Belgique ont fait vivre la mémoire arménienne, celle transmise par leurs ancêtres, victimes ou rescapés du génocide. La seule mémoire qui compte vraiment. ■

Bernard Coulie

Université catholique de Louvain